

Communisme en mouvement

Numéro 15

octobre 2007

La défaite électorale et idéologique de la gauche, le score sans appel du Pcf à l'élection présidentielle n'autorisent pas un simple rafistolage du projet et de la stratégie du Parti communiste. Les transformations du PCF au cours des années ont été réelles, mais elles n'ont pas forgé une identité politique nouvelle conforme aux exigences de notre temps, d'une réelle alternative. Force est de constater que travailler en interne ne suffit plus pour relever le défi. Soit la préparation du congrès de 2008 permet à toutes celles et tous ceux qui attendent encore quelque chose du PCF de participer et de contribuer à inscrire le parti communiste dans un processus de création d'une nouvelle force, avec d'autres, soit nous en restons à des demi-mesures inefficaces. C'est l'enjeu de l'Assemblée extraordinaire de décembre qui doit définir le cadre de préparation du Congrès ordinaire. Lors du Conseil national des 6 et 7 octobre, de nombreux intervenants, au-delà des sensibilités connues, ont souhaité que les options existantes soient clairement exposées et débattues. Au-delà des différences d'analyse, de nouvelles convergences se dessinent sur des points importants. Ainsi, nous publions dans ce bulletin, avec leur accord, les interventions de Dominique Grador et de Jean Paul Salon.

Quant à la résolution du CN, les avancées qu'elle comporte sont contrebalancées en bonne part par la méthode proposée et par un manque de clarté concernant les objectifs réellement poursuivis.

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Sommaire

- Le devenir du PCF : la question centrale du congrès	Bernard Calabuig	2
- Rafistolage ou réflexion sur les principes fondateurs ?	Pierre Zarka	4
- Hiérarchisons les questions et construisons les réponses avec d'autres	Roger Martelli	5
- Le chantier d'un nouveau projet de société ne s'ouvrira qu'avec une nouvelle force politique	Philippe Stierlin	8
- L'urgente nécessité d'un signe politique d'ouverture	Gilles Alfonsi	10
- Pour une innovation majeure dans le peuple de gauche, dépassons " l'entre nous "	Dominique Grador	12
- Pour un processus fondateur	Jean-Paul Salon	14

Le devenir du PCF: la question centrale du congrès

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Bernard Calabuig, Val d'Oise

Notre congrès doit être à la mesure de la gravité de la situation. On ne peut pas dissocier de notre réflexion les processus à engager pour définir le cadre dans lequel nous voulons travailler, et les contenus à élaborer.

La question du devenir du parti me semble être la question du congrès, elle n'est pas une question parmi d'autres. Elle est **la** question !

Existera-t-il, oui ou non, demain un outil d'émancipation humaine sur lequel les exploités pourront compter ?

Un outil aussi performant que le fut le parti communiste dans une grande partie du 20^è siècle, en contribuant à la politisation de la société et plus particulièrement de la classe ouvrière jusqu'à permettre à un certain nombre d'entre eux d'accéder à des fonctions électives, dirigeantes et de confronter d'égal à égal avec la bourgeoisie sur un terrain qui était jusqu'alors réservé à cette dernière, celui de la politique. Un outil populaire et aussi efficace que le fut notre parti lorsqu'il contribua à écrire les plus belles pages démocratiques et sociales de notre histoire.

Les générations futures disposeront-elle demain d'un outil performant leur permettant de conquérir de nouvelles avancées sociales ?

Allons-nous y contribuer ou allons-nous laisser vacant l'espace à gauche, pendant que le paysage politique se recompose à droite, avec la création de nouvelles machines électorales et politiques à l'instar de l'UMP et du MODEM ?

C'est bien cette question qui traverse notre parti en cette préparation de congrès.

Le débat préparatoire au congrès extraordinaire a déjà commencé.

Des cohérences de questionnements et de réponses s'expriment au travers de textes ou d'ouvrages émanant de réflexions collectives ou individuelles. Celles-ci débouchent sur diverses options :

- à partir d'une analyse de la société et du capitalisme contemporain, pour les uns, il s'agit d'aller vers une novation profonde du parti communiste,

- pour d'autres, il s'agit d'ouvrir le chantier de la refondation du communisme, de son organisation et de celle de la gauche.

Des communistes appellent à la création d'une nouvelle force politique à référence communiste, pendant que d'autres pensent qu'il faut créer une nouvelle formation à la gauche du PS qui ne fait pas de la référence au communisme un préalable.

Ces différentes opinions s'appuient sur des travaux réalisés, des pensées construites. Celles-ci ne font certainement pas le tour de la question, et d'autres *cohérences* de pensées peuvent exister.

Il faut en favoriser l'expression.

Je veux expliciter rapidement quatre points.

1. Toutes ces réflexions doivent être intégrées au débat démocratique afin de favoriser l'apport de la réflexion de chacun et ouvrir ainsi un débat, cartes sur table.

Nous sommes nombreux à considérer que nous ne pouvons rester dans le flou des précédents congrès. Il ne s'agit pas pour moi d'appeler les communistes à se ranger derrière telle personne ou tel groupe, mais de constater qu'il y a des idées qui s'expriment et que les clivages de nos débats ne sont pas ceux d'hier.

2. Afin de ne pas nous éparpiller, trois questions pourraient structurer notre débat :

- Quels sont les principes fondamentaux d'une société d'émancipation humaine ?
- Quels sont les processus jugés nécessaires et utiles et les leviers sur lesquels agir pour y parvenir ?
- Quelle(s) formation(s) politique(s) nouvelle(s) pour agir dans ce sens ?

Ceci permettrait de pointer une diversité d'options sur lesquelles le congrès de 2008 aura à se prononcer et de satisfaire aujourd'hui l'exigence de débat sur les questions essentielles qu'appelle la gravité de la situation.

3. Tout doit être fait pour favoriser l'expression de la souveraineté des communistes qui ne peut se réaliser, pleine et entière, que par un débat en prise avec la société, nourri d'apports multiples, associant de *bout en bout* toutes celles et ceux qui veulent agir pour un renouveau à gauche.

4. A l'issue de ces débats, le congrès extraordinaire de 2007 devra, à mon sens, élire une commission nationale à l'image de la diversité des options relevées pour préparer le congrès décisionnel de 2008.

Que l'on se comprenne bien ; il ne s'agit pas de changer la direction. Celle-ci est en place jusqu'en 2008, elle doit y rester. Il s'agit d'une commission représentative qui a mandat de préparer le congrès suivant. Une telle proposition serait de nature à crédibiliser le débat préparatoire et le congrès lui-même, tant aux yeux de communistes que de l'opinion de gauche.

Rafistolage ou confrontation sur les principes fondateurs ?

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Pierre Zarka, Seine Saint-Denis

Il est nécessaire que tous les communistes travaillent sur les mêmes problématiques et avec les mêmes données en main, c'est-à-dire avec toutes celles qui existent. Dans la mesure où personne ne peut se réclamer d'une légitimité vérifiée par les résultats, il est indispensable d'instruire le débat, je veux dire de mettre sur un pied d'égalité toutes les options déjà existantes ou à venir. Il ne s'agit pas de demander aux communistes de s'aligner derrière qui que ce soit, mais ne faisons pas comme si nous ne savions pas que ces grandes logiques regroupent des pensées qui traversent tout le parti et que les confronter est le seul moyen de dépasser ce qui est aujourd'hui de l'ordre des clivages. Il n'est pas sûr d'ailleurs que les contours d'aujourd'hui soit exactement ceux d'hier. Je crains que nous fassions passer toute sorte de considération avant la nécessité de travailler. Les divergences existantes ne sont pas le fruit d'avis émis sur un comptoir de café mais le résultat de travaux. De vouloir éviter de s'y plonger au nom de la dénonciation des tendances indique une sous-estimation de la profondeur du travail dont nous avons besoin et que l'enjeu est bien la survie du communisme comme force politique.

En quarante ans, à aucun moment nous n'avons travaillé sur les principes fondateurs qui pouvaient pousser aux avancées faites. De ce fait, elles sont restées éparses sans dessiner de cohérence politique. Nous ne pouvons plus continuer à rester dans le flou et dans l'homéopathie. Or, ce qui nous est proposé est confus tant par le contenu que par la méthode.

En deux mois, vouloir tout brasser ou saucissonner les questions, comme c'est le cas dans le document qui nous est soumis, aplatit la hiérarchie des problèmes, gomme que la question essentielle est de l'ordre de la cohérence. Tout est important, mais il est des problèmes sur lesquels nous buttons depuis des années et provoquent entre nous de profonds désaccords depuis des années. Ils sont ceux sur lesquels nous avons échoué à chaque fois que nous avons été au gouvernement et ceux sur lesquels nous buttons pour être en prise avec ce qui émerge de la société. Je pense que tout doit tourner autour de trois questions :

1. Lorsque nous parlons d'émancipation, de quels principes fondateurs parlons-nous ? Quel mode de développement humain ? C'est dans ce cadre que nous avons besoin de situer les analyses sur la société et le monde.
2. Nous avons travaillé pendant quarante ans sur la stratégie. Un travail sans cesse recommencé. Mais aux vues des résultats, nous ne pouvons tirer comme conclusion qu'une moitié de chemin ne donne en politique aucun résultat et nous devons revoir ce que

- nous disons sur la stratégie à l'aune à la fois de ce que nous entendons par émancipation de l'individu et des principales caractéristiques du monde et de la société au début du 21^e siècle.
3. La question d'une formation politique nouvelle. Quoi que l'on en pense, elle est dans toutes les têtes et toutes les discussions en dehors des réunions de directions. Une apparente logique intellectuelle consiste à dire d'abord le but, puis la stratégie, puis l'ambition, et en bout de course la formation politique comme si celle-ci ne faisait que découler des points précédents. Mais selon ce que l'on pense de ce qu'il est possible d'envisager sur le type d'organisation, on ne voit pas la stratégie et les processus tout à fait de la même manière. Il n'y a pas d'ordre chronologique à respecter ni à inverser : toutes les questions sont solidaires entre elles et interagissent les unes sur les autres. C'est au cours de ce travail que se précise avec qui s'organiser. Or pour l'instant, faute d'en avoir débattu, nous ne savons pas quelles réalités peut recouvrir cette question. C'est visible dans le texte proposé : de ne pas avoir voulu donner la parole à celles et ceux qui travaillent sur des cohérences conduit dans la proposition de texte à transcrire de manière très très approximative le sens de la question posée par les uns et les autres. Il ne pouvait pas en être autrement, il est toujours difficile de transcrire une pensée autre que la sienne.

Avec qui travailler ? Il est significatif d'une culture politique qui se vit en marge de la société que la souveraineté des adhérents soit toujours opposée au travail avec des hommes et des femmes qui ne sont pas membres du parti. C'est le cas du projet de déroulement du Congrès. Régulièrement ici, Patrice Cohen-Seat nous rappelle une des innombrables définitions du communisme par Marx : le mouvement réel de la société qui.... . Si c'est le mouvement réel de la société, nous savons que nous ne sommes pas toute la société, que personne ne l'est et nous avons besoin de nous confronter non pas APRES avoir décidé comme le dit le texte, et on se demande alors à quoi servent des séances dont on annonce à l'avance que nous ne pourrions pas en tenir compte. Nous avons besoin de nous ouvrir sur la connaissance et les expériences sociales. Des sensibilités différentes existantes ici ont produit des travaux, mais si un de ces regroupements était capable de définir par lui-même comment favoriser la transformation radicale de la société il l'aurait déjà fait. Je ne vois pas comment on pourrait craindre que des non-communistes nous dictent quoi que ce soit, il suffit de dire non : nous avons le dernier mot. Il n'y a pas d'exercice de la souveraineté sans accès à la connaissance même de manière critique. Mais il n'y a pas d'esprit critique si on ne connaît pas l'objet à critiquer. L'orientation proposée ne correspond pas aux besoins du parti. Elle ne nous conduira qu'à du rafistolage, rafistolage dont on mesure à chaque fois un peu plus douloureusement l'inefficacité.

Hiérarchisons les questions, et construisons les réponses avec d'autres

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Roger Martelli, Paris

Voilà des années que nous sommes confrontés à des problèmes de gestion du temps politique. Notre calendrier est pour l'essentiel construit à partir de nous-mêmes, de nos relations internes, de notre tempo d'organisation. Pas suffisamment à partir des contraintes de la vie. Nous nous engageons dans un congrès qui se veut extraordinaire et qui se tient dans un peu plus de deux mois, avec un programme d'études d'une ampleur sans précédent sur le monde, l'avenir de l'humanité, la société le travail, le capitalisme. En bref, nous décidons d'engager un travail sur des points sur lesquels nous avons travaillé et sur lesquels nous reconnaissons donc que nous ne sommes pas au point, bien que nous y ayons déjà travaillé. Le problème est que, ce faisant, nous noyons, dans ces questions au demeurant fondamentales, une question pourtant préalable : qui va chercher à répondre, dans quel cadre pouvons-nous espérer répondre ? Dans le cadre de l'existant, sur la base de nos propres forces, éventuellement en sollicitant le concours d'autres que nous à notre réflexion à nous ? Ou bien chercherons-nous à dégager des réponses (car il faut bien des réponses) dans le cadre d'une construction collective associant d'autres forces que celle que constituent aujourd'hui et que doivent demain constituer les communistes ?

Si c'est la première option que nous retenons, le résultat ne sera pas différent de ce que nous essayons de faire depuis des années, dans le cadre d'un PCF ouvert, renouvelé ou mutant. Quand bien même il serait cette fois refondé, le résultat serait en gros le même, tout simplement parce que les questions gigantesques que nous nous posons, nous sommes de moins en moins nombreux à chercher à y répondre, dans un cadre de moins en moins créatif, de moins en moins en prise avec la réalité.

Et quand je dis que nous avons un problème dans notre gestion du temps, c'est qu'il existe en dehors de nous une autre temporalité. Il y a une société déchirée par la logique économique et sociale du capitalisme financiarisé et mondialisé, une droite combative qui occupe l'espace, une gauche socialiste qui se recentre et, face à cela, on a l'impression qu'il n'y a de place (marginale mais réelle) que pour une gauche de protestation. Tout cela s'installe, la présidentielle l'a conforté et l'après présidentielle l'a confirmé et le confirme. On fait sauter cette fatalité-là ou pas ? Seuls, nous en sommes incapables, même si nous travaillons à nous forger une intelligence de la politique encore supérieure à la nôtre. Or, à côté de nous, des centaines de milliers de femmes et d'hommes ont les mêmes interrogations, le même désir de

construire, de ne pas se résoudre à la fatalité. Certains sont politiquement organisés, d'autres pas ; les uns et les autres ont envie d'efficacité ; aucun isolément ne peut y atteindre. Vous croyez que l'on a le temps d'attendre que les uns et les autres, séparément, se mettent en tas et cherchent à répondre aux mêmes questions que nous ? Je ne pense pas que cela soit raisonnable ; le communisme a quelque chose à dire, mais il ne le formulera pour lui-même qu'en travaillant avec d'autres à chercher des réponses.

Je crains que le caractère encyclopédique de notre questionnement ne nous mette à côté de l'essentiel, qui est sur le terrain de la construction politique nécessaire face à ce qui est de plus en plus un enfermement qui nous étouffe, qui étouffe la gauche et qui affecte le mouvement populaire tout entier. Ce n'est pas à répondre à tout qu'il faut se préparer : c'est, autour d'un nombre limité de questions, à être capable de choisir entre quelques options qui engagent le devenir de la gauche française et nous permettrons de répondre efficacement.

Je ne parle pas des intentions ; je les sais responsables ; je dis seulement que ce qui est proposé ne me semble pas en état de faciliter ces choix. Mais si nous ne sommes pas en état de choisir, la vie, elle, choisira et nous serons placés sur la défensive, aiguillons ou roues de secours de majorités social-libéralisées ou recentrées. Un parti communiste qui serait réduit à l'un ou l'autre de ces rôles ne serait d'ores et déjà plus le Parti communiste français que l'histoire a installé au cœur de la vie politique et que nous n'avons pas su réformer quand il en était temps. Ce serait dommage car, au positif ou au négatif, en bien ou en mal, ce que décideront ou ne décideront pas les communistes pèsera dans la balance.

Pour l'instant, je crains que nous ne soyons pas très bien partis..

Le chantier d'un nouveau projet de société ne s'ouvrira qu'avec une nouvelle force politique

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Philippe Stierlin, Paris

*« On sourira de nous d'avoir aimé la flamme,
Au point d'en devenir nous-mêmes l'aliment »
Louis Aragon*

- La gravité de la situation dans le pays, dans la gauche et dans le PCF est enfin ici reconnue. C'est un fait nouveau et plus particulièrement sur le dernier point. Une de nos tâches politiques et dans cette période me semble :
 - o d'identifier les questions essentielles posées,
 - o d'en accélérer le débat,
 - o d'écarter ce qui pourrait le différer sous peine de nouveaux retards.

Des sujets ne peuvent attendre décembre 2008. Des signes doivent être envoyés bien avant.

- Les deux questions majeures à traiter sont, à mes yeux : (1) le projet politique (2) la pertinence d'une nouvelle force politique. Ces deux questions sont imbriquées, mais pas seulement dans un sens. Elles ne sont pas neuves. Mais seule la première a été effectivement travaillée. La seconde nous fait peur.
- Un projet communiste existe : les uns et les autres y avons contribué et tout n'est pas abouti. Nous avons effectivement besoin, comme nous y invite Anicet Le Pors, d'une « pensée théorisée du monde ». Si je prends par exemple la question énergétique, notre projet politique aurait eu intérêt à la prendre d'emblée de manière globale : services publics, valeurs, outil industriel, écologie pour tous, modes de développement, travail et Europe. Or notre organisation politique dissocie toutes ces questions. Ce n'est pas une affaire de personnes, mais de structure. Cela fait trente ans que cela dure. D'autres exemples sont emblématiques du fait que le PCF, tel qu'il est devenu, n'est plus conçu pour transformer la société sur les enjeux tels qu'ils se posent au 21^e siècle. Nous ne faisons que rafistoler.

- Voulons nous bâtir, avec d'autres, une nouvelle société, à travers un projet de transformation sociale en rupture avec le libéralisme comme avec le social-libéralisme ? Nous pourrions alors apporter beaucoup et apprendre de même. Comme le dit notre ami historien Jean-Pierre Vernant : « Demeurer enclos dans son identité, c'est se perdre et cesser d'être. On se construit par l'échange, le contact, le commerce avec l'autre. »
- Ce chantier du projet, légitime et porteur d'avenir, ne peut s'ouvrir qu'avec la construction politique qui l'accompagne. Je dirais même, en forçant le trait, qu'il ne peut être réglé qu'avec une nouvelle force politique. Je ne partage donc pas l'idée que « le projet serait la question première et centrale ». On peut passer des années à améliorer un projet.
- Si nous sommes à la fin du cycle historique commencé en 1920 – ce que j'entends chez de nombreux communistes - il faut donc réinventer quelque chose et repenser une révolution sociale et sociétale. A mes yeux, cette réinvention n'est pas le congrès de Tours à l'envers. Et si je retiens une chose de la force propulsive de 1920, c'est qu'elle a résidé dans la fondation d'une force politique et non dans la conception d'un projet idéal. C'est d'ailleurs le moteur du manifeste du Parti communiste de Marx.
- Pour être plus précis, je suis favorable, à cette étape, à la création d'une nouvelle force politique, dont une des dimensions serait communiste, mais pas seulement, et qui soit au service d'un projet politique actualisé. Cette option est-elle majoritaire dans le PCF ? Je ne le sais pas. Je sais qu'elle n'est pas du tout solitaire. Elle doit, parmi d'autres, pouvoir être clairement débattue.
- Or trois options cohérentes existent actuellement : une « novation » du PCF à partir de lui-même et de ses « fondamentaux », la création d'une nouvelle force politique dont une des dimensions serait communiste, une force politique dans laquelle le communisme n'est pas un préalable. Je ne pense pas, pour ma part, que les idées communistes soient mortes parce que les systèmes du siècle précédent s'en étant réclamés, l'auraient tué. A titre de parabole, dans sa défense des plus faibles ou son envie de justice, le christianisme n'est pas mort avec les Croisades et l'Inquisition.
- C'est le sujet de débat entre nous. Il me semble qu'il n'y en a pas d'autres qui soit essentiel. Ce doit être la question du Congrès, qui doit aider à choisir, voire à crever l'abcès, aider à profiler et qualifier cette force en se tournant vers les autres, organisés ou non. Le congrès doit faire des gestes et produire des actes de disponibilité en ce sens partant des besoins et désirs existant dans notre peuple en faveur d'une force de transformation sociale. Nous sommes sur une ligne de crête. Avancer vers ce nouveau creuset exigera aussi de clarifier les buts, de bannir la langue de bois, l'opportunisme, l'esprit de boutique, le comportement de caserne, la diabolisation, la décision à quelques un-e-s.

- Et pour conduire démocratiquement ce débat, voire l'instruire, partir des différences d'approche, des sujets de controverse, des cohérences de pensée existantes me semble une des conditions pour réussir.
- De notre patrimoine politique commun et de l'idée initiale, l'idée communiste, qui l'a alimenté, faisons à la fois fructifier le meilleur et effectuons les ruptures qui s'imposent pour incarner l'altercommunisme du 21^e siècle.

L'urgente nécessité d'un signe politique d'ouverture

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Gilles Alfonsi, Seine Saint-Denis

Les propositions initiales de la commission d'animation de la préparation du congrès des 8 et 9 décembre me semblent vraiment en deçà des nécessités de rupture que requiert la grave crise que rencontre le parti communiste, dans un contexte politique lui-même extrêmement préoccupant. Sans décisions de grande portée symbolique et concrètes, ce rendez-vous risque d'être une nouvelle fois celui de l'ambiguïté, des non-choix et des méthodes en trompe l'oeil.

Seule une démarche éclairant vraiment les choix possibles, exprimant lisiblement les options en présence, énonçant les questions cruciales peut permettre d'atténuer le scepticisme actuel et la démobilisation des adhérents, de favoriser leur participation et, plus largement, de donner aux citoyens le signe qu'une dynamique nouvelle incluant le parti communiste est possible.

Ce signe doit être donné maintenant, faute de quoi de nouveaux échecs, notamment électoraux, sont à prévoir à très court terme. Il ne peut être donné si nous noyons le débat sur l'organisation parmi les multiples questions thématiques nécessitant un travail de fond, dans la durée. Pense-t-on vraiment produire un déclic mobilisateur en multipliant comme dans le texte proposé les questionnements - même intéressants - sur le travail, la politique face à l'économie, la France, l'Europe, le monde, le social, l'immigration, la sécurité, l'écologie, avant d'aborder au même niveau les questions de stratégie et d'organisation ?

Les propositions concernant les débats préparatoires sont d'autant plus flous que la présentation des options collectives d'orientation a été jusqu'ici écartée. La proposition de désigner les délégués au congrès national par les assemblées générales de section peut aboutir à une sous-représentation de fait, en proportion, des zones où les communistes sont encore nombreux et à amoindrir la représentation des diversités. Elle pose donc un problème réel de représentativité du congrès.

Les enjeux stratégiques et d'organisations majeurs sont isolés des questions centrales que sont la relation entre mouvement social et politique, et des potentialités de construction d'une alternative avec les citoyens et d'autres forces.

Enfin, aucun débat critique sur la période récente n'est sérieusement évoqué, notamment pas nos responsabilités dans l'échec du rassemblement antilibéral pour une alternative à gauche.

Les propositions concernant le déroulement du congrès lui-même ne sont pas sérieuses : temps imparti totalement insuffisant - rendant franchement optimiste les ambitions d'une participation active d'un nombre deux fois supérieur de camarades à un congrès pourtant bien moins long qu'un congrès ordinaire -, risque très fort de débat et de décision à la hussarde.

Enfin, ces propositions ne distinguent pas clairement, d'une part ce qui relève des moments indispensables à l'expression de la souveraineté des communistes - avec l'enjeu très fort que les décisions soient éclairées par un débat ouvert à tous les apports possibles, et portant sur l'essentiel -, d'autre part la construction d'un processus de travail beaucoup plus large, avec d'autres, dans un cadre durable défini en commun. C'est encore une fois pour l'essentiel une logique de ralliement qui est proposée, alors que nous prétendons construire un autre type de rapport à la politique.

(Cette intervention n'a pas été prononcée)

Pour une innovation majeure dans le peuple de gauche, dépassons « l'entre nous »

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Dominique Grador, Corrèze

Je ne partage pas le point de vue du rapport « d'une tentative hégémonique appuyée du PS » au moment où nous en sommes des négociations nationales, départementales, locales et du débat public sur les municipales et les cantonales.

Des problèmes demeurent mais les possibilités d'accords avancent, en rapport avec la volonté unitaire de l'opinion de gauche qui s'impose à toutes ses composantes.

Les électrices et les électeurs progressistes attendent de nous que nous nous rassemblions pour affronter efficacement la droite et faire barrage à l'absolutisme du pouvoir de Sarkozy.

Cette volonté populaire, si nous tenons bien le drapeau de l'union, prend à contre-pied tant les prétentions socialistes que les tentations de repli communistes, là où elles existent.

J'en viens à nos deux congrès.

Les problèmes auxquels nous sommes confrontés ne se posent pas qu'entre nous mais bien davantage entre la société et nous.

Je pense que le projet de décisions qui nous est proposé n'esquive pas ces problèmes. Mais, à mon sens, il ne crée pas les conditions pour qu'y soient apportées les réponses extraordinaires qu'appellent l'évolution du monde, de notre société, la situation de la gauche et celle de notre parti.

En l'état, je ne le voterai donc pas, pas plus que les propositions alternatives qui renforcent le caractère interne de la préparation du congrès.

Faire entre nous, à l'écoute des réflexions instruites d'auditions d'experts ou de celles d'autres invités appelés à nous faire part de leur point de vue n'est pas sans intérêt mais c'est déjà cela que nous faisons depuis plusieurs congrès... qui ne nous a pas empêchés d'en arriver là où nous en sommes: une force politique qui n'influence plus le cours des choses.

Je crois que cela tient précisément au fait qu' « entre nous » nous reproduisons sans cesse, certes avec des variantes, ce que notre culture nous commande et qui précisément nous écarte des aspirations les plus progressistes qui émergent de la société.

D'où ce constat récurant d'un perpétuel « retard », constat dramatique pour une force révolutionnaire.

Nous avons tous, toutes sensibilités confondues, eu la main, seuls ou ensemble, avant la mutation, pendant, puis en revenant à une gestion plus « orthodoxe » de nos « fondamentaux » et enfin pour en arriver à expérimenter un rassemblement à la gauche de la gauche.

Et toutes et tous, nous avons échoué à rendre plus efficace notre organisation, nos pratiques, notre projet pour être reconnus comme utiles à ceux de nos concitoyens qui aspirent à une transformation progressiste de la société.

Que les communistes décident de ce qu'ils veulent faire, quoi de plus normal et je ne vois personne vouloir décider à leur place.

Mais penser qu'ils trouveront aujourd'hui entre eux ce qu'ils n'ont pas trouvé depuis tant d'années est un leurre. Dans l'expression à la mode « lâcher la proie pour l'ombre », l'ombre et la proie ne sont pas forcément là où ceux qui l'utilisent les situent.

Pour se donner des chances de réussite, je suis convaincue qu'il faut, à la gauche du Parti socialiste, construire une formation nouvelle, dans la transparence, dans un partenariat sincère et loyal, avec d'autres issus d'autres sensibilités, pour des objectifs communs.

D'autres, citoyennes, citoyens, militants, intellectuels, chercheurs, tout ou partie de forces de gauche, écologistes, alter mondialistes...qui, sans partager notre culture et nos fondamentaux, ont en commun avec nous une ambition d'émancipation humaine.

Et cela, nous ne l'avons jamais expérimenté.

Beaucoup dépendra de la volonté des communistes et de leur congrès de porter ou non cette innovation majeure dans le peuple de gauche auquel nous proposons de travailler ensemble, à égalité, à un processus inédit, à partir de la société telle qu'elle est, de travailler à un projet neuf qui réponde aux défis de sa transformation progressiste et à la force politique qui puisse l'incarner.

Quant à la proposition faite que chaque assemblée générale de section élise ses délégués, je m'interroge sur la capacité, en faisant ainsi, à assurer la représentation de la diversité des approches bien réelle partout quand, par exemple, dans mon département, aucune section ne pourra désigner plus d'un délégué. Le risque est grand de voir la pluralité des opinions encore beaucoup moins respectée qu'avec nos statuts.

Enfin, ce n'est pas tant d'une nouvelle direction dont nous avons besoin que de conditions extraordinaires de préparation d'un congrès qui

permettent que des choix soient faits dont le caractère extraordinaire sera de nature à capter l'intérêt de l'opinion de gauche.

A l'exception du congrès de Tours, toutes les directions en place ont toujours fait prévaloir leur point de vue dans les congrès.

Cette fois, pour échapper à cette fatalité et libérer la créativité des adhérents, nous avons besoin qu'au terme du congrès extraordinaire, la direction actuelle, s'agissant de la préparation du congrès ordinaire et uniquement de cela, délègue ses pouvoirs d'animation et d'organisation de la réflexion à un collectif représentatif de la diversité des options défendues.

Pourquoi sur cette base? Tout simplement parce que je constate que ces options ne recourent pas les anciens clivages dans le parti, preuve à mes yeux qu'on peut sans doute aller plus loin dans une élaboration commune, à condition que la confrontation soit loyale, fraternelle, et mise à la portée du plus grand nombre d'adhérents et d'adhérentes, dans une démarche ouverte sur la société et au peuple de gauche.

Pour un processus fondateur

Conseil national du PCF
6-7/10/07

Jean-Paul Salon, Dordogne

La rupture avec le modèle social français que N. Sarkozy veut imposer, dit. La politique a horreur du vide, la droite s'est engouffrée dans la brèche laissée par la gauche. Victoire idéologique. Surtout par défauts idéologiques de la gauche. Celle-ci n'étant pas à même d'opposer un projet de transformation sociale répondant aux besoins de notre peuple face à la révolution conservatrice amenée de longue main par la bourgeoisie. Dans cette défaite, celle du Parti communiste a une résonance particulière. L'avenir à gauche dépendra donc pour beaucoup de ce qu'il en adviendra.

L'inventaire que font depuis quatre mois les communistes montre que les novations bien réelles tentées aux cours des dernières décennies ne se sont pas traduites par une nouvelle cohérence idéologique susceptible de renouveler la place et l'utilité du Parti communiste. Sans doute des *trous noirs*, dans trop de domaines, ont stérilisé les avancées au point de rendre inaudible notre discours. Dans ces conditions face au capitalisme financiarisé, à la mondialisation et à la bataille menée par la bourgeoisie pour reprendre le pouvoir, il était difficile d'opposer une gauche de transformation sociale, alors même que le Parti socialiste s'engageait dans son adaptation au libéralisme. Et nous nous sommes retrouvés nus...

Le Parti communiste est plus qu'un parti, il est dans une continuité historique l'expression politique du mouvement révolutionnaire. C'est le divorce entre les idées révolutionnaires qui montent de façons diverses dans la société et notre façon de les exprimer qui sont à la base de notre échec. Reconnu historiquement et justement comme le parti de la classe ouvrière parce qu'il concourut à son émancipation politique dans la décennie de 1936 à 1946, le Parti communiste ne continue-t-il pas à être marqué idéologiquement comme le parti d'une classe ? Cela suffit-il face à l'évolution et à la diversité des forces vives en quête d'émancipation ? La matrice de 1920 n'est-elle pas dépassée ? Ne doit-on pas faire ce que fit Marx au moment de la révolution industrielle : appréhender quelles sont les forces vives dont l'émancipation contre le capitalisme financier et mondialisé permettra l'émancipation de l'humanité. Pour répondre au besoin d'une organisation exprimant au plan politique la diversité des aspirations au changement, pour construire aux travers des luttes les cohérences, les solidarités, l'imaginaire commun, constitutifs d'une alternative, n'y a-t-il pas la nécessité de penser sur d'autres bases sociales les fondations de ce parti, de tirer toutes les conséquences qu'impliquent des rapports nouveaux entre parti et société.

Indissociablement liées, les propositions comme les finalités de notre projet de transformation sociale, ne sont-elles pas elles aussi à repenser ? Le monde du capitalisme financier est celui du taux de profit, de la logique industrielle, des flux tendus, du développement des productions tous azimuts, la dictature de la pub, des produits jetables... Il a pour conséquence l'exploitation, le chômage, la concurrence entre les hommes et les territoires, le stress, la pollution, la guerre, la destruction de la nature... Nous sommes au bout de ces logiques de développement. Bien que nécessaires et urgentes la modification de la répartition des richesses et l'introduction de mesures environnementales ne suffiront pas à transformer la société. Associé au dépassement du capitalisme, il y a quelque chose d'aussi fondamental pour la crédibilité de tout projet de transformation : un nouveau type de développement, éradiquant le productivisme, construit par et pour les individus dans un nouveau rapport à la nature.

Enfin il ne peut y avoir de cohérence idéologique sans poser clairement la question du pouvoir, de son exercice comme des formes de sa conquête. Les dernières décennies avec notre participation au gouvernement sans modification démocratique des institutions, celle à une cohabitation qui a promu le quinquennat et l'inversement du calendrier électoral, ont profondément altéré la crédibilité de notre volonté de donner le pouvoir au peuple. Pour être efficace notre réponse à l'aspiration à la démocratie doit inscrire le processus de conquête dans les luttes et dans les urnes comme un moyen d'appropriation populaire du pouvoir et des formes de son exercice. De la façon dont on construit la prise de pouvoir, on l'exerce. Si elle est délégataire, l'exercice du pouvoir sera délégataire. Si nous construisons ce pouvoir avec le peuple alors il l'exercera.

Après tant de déboires unitaires les moyens de la conquête ne peuvent être fondés que sur un processus nouveau. Parce qu'il est impossible à un seul parti de résumer à lui seul le mouvement de la société, l'aspiration à faire front à la droite tous ensemble doit lier le respect de

la diversité des courants de la gauche à l'efficacité d'une construction commune structurée. Et la nécessité d'un projet commun ne peut éluder l'apport d'un Parti communiste associant contestation du capitalisme, intervention dans les pouvoirs et transformation de la société telle que cela n'a jamais été conçu.

Mais ce qui marquera notre volonté d'enraciner et de placer ce processus sous contrôle populaire ce sera notre capacité à l'ouvrir dans son ensemble aux hommes et aux femmes avec qui nous voulons former une communauté de position et de destin.

N'ayons pas peur de nous-mêmes !